

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement du Centre

Orléans, le 5 janvier 2012

Unité territoriale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**Société CIDEME**

-----  
**Commune de GIEN-ARRABLOY**

-----  
**Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I – Présentation de l'établissement :**

La société CIDEME exploite sur le territoire de la commune de GIEN-ARRABLOY une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI).

Elle dispose pour ce faire des installations suivantes :

- une zone de réception des déchets constituée d'un pont bascule, d'un portique de radioactivité,... ;
- une fosse d'entreposage des déchets bruts d'un volume de 1 600 m<sup>3</sup> ;
- une chaîne de préparation des déchets dans laquelle sont notamment réalisées les opérations de déferrailage, de broyage et de criblage des déchets ;
- une fosse d'entreposage des déchets broyés d'un volume de 900 m<sup>3</sup> ;
- une unité d'incinération avec récupération d'énergie constituée de 2 fours à lit de sable fluidisé d'une capacité unitaire de 5 tonnes/heure à PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) de 10 040 kJ/kg.

Le site est également équipé d'une filière de traitement des DASRI par incinération dans l'unité d'incinération précitée (ligne d'injection spécifique des déchets).

L'énergie thermique produite lors de l'incinération des déchets est valorisée sous forme d'énergie électrique par production de vapeur alimentant un turboalternateur de 5 500 kW électrique.

.../...

PJ : Plan de localisation du site

L'arrêté préfectoral du 6 février 2004 stipule que les déchets admissibles dans l'installation sont :

- les déchets ménagers : 55 000 tonnes/an ;
- les DASRI : 7 000 tonnes/an ;
- les déchets industriels banals : 15 000 tonnes/an ;
- les boues de station d'épuration : 1 000 tonnes/an.

Les activités exercées par la société CIDEME sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 1974 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 15 décembre 1995 et 6 février 2004.

## **II – Situation administrative de l'établissement**

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 publié au journal officiel du 14 avril 2010 a modifié la nomenclature des installations classées du secteur du traitement des déchets.

Ce texte porte une approche du classement administratif des activités de traitement des déchets non plus en fonction de la provenance des déchets, mais en fonction de leur nature et de la dangerosité, en cohérence avec l'importance des dangers et inconvénients que génèrent les traitements de tels déchets

Ainsi, la rubrique 322 B4 (traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains par incinération) a été abrogée et remplacée par les rubriques 2770 (installation de traitement thermique de déchets dangereux) et 2771 (installation de traitement thermique de déchets non dangereux).

Au regard de la nature des déchets incinérés sur le site de GIEN, l'établissement relève désormais des rubriques 2770 (pour l'incinération de DASRI) et 2771 (pour l'incinération des ordures ménagères et des DIB) de la nomenclature des installations classées.

Le classement des activités s'établit donc comme suit (cf. arrêté préfectoral du 10 juin 2011 et paragraphe III.2 du présent rapport) :

Rubrique	Alinéa	A ,D C,D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2770	2	A	Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.  Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement	Incinération de Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux	-	-	-	7 000	t/an

2771		A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	Incinération de déchets ménagers	-	-	-	78 000	t/an
2716	2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Mise en balle de déchets	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	$\geq 100$ $< 1\ 000$	m <sup>3</sup>	999	m <sup>3</sup>
2910	A2	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	Groupe électrogène	Puissance thermique maximale de l'installation	$< 2$	MW	0,55	MW

### **III – Demandes de modifications des conditions d'exploiter :**

#### **1) Origine géographique des déchets :**

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2004 stipule que « les déchets admissibles au niveau de l'installation proviennent essentiellement du département du LOIRET, notamment de la collecte du SICTOM de la région de CHATEAUNEUF SUR LOIRE et du SMICTOM des cantons de GIEN, CHATILLON COLIGNY, CHATILLON SUR LOIRE et BRIARE. Des déchets en provenance d'autres départements pourront être admis après approbation préalable du préfet. Dans tous les cas, les déchets réceptionnés et traités devront respecter les principes et objectifs du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés du LOIRET ».

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) du LOIRET a été approuvé par délibération de la commission permanente du Conseil Général en date du 15 avril 2011. Sur la base d'un état des lieux effectué au titre de l'année 2008, le PDEDMA définit les objectifs et l'organisation retenue pour la gestion des déchets jusqu'en 2018. Ainsi, les besoins en capacités d'incinération ont notamment été évalués.

Au regard du vide de four constaté depuis plusieurs années sur le site de GIEN-ARRABLOY et considérant l'excédent des capacités d'incinération existantes sur le département au regard des gisements estimés, le PDEDMA « incite, pour l'unité d'ARRABLOY, à l'incinération d'ordures ménagères résiduelles et autres déchets résiduels en provenance d'autres départements limitrophes du LOIRET ». A la suite de marchés obtenus par l'exploitant, des déchets ménagers provenant des départements du LOIR ET CHER (notamment de MUR DE SOLOGNE) et du CHER (cantons de SANCERRE et d'AUBIGNY SUR NERE) sont ainsi traités sur le site.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose de modifier les dispositions relatives à l'origine géographique des déchets admissibles sur le site en citant nommément les départements du LOIR ET CHER et du CHER.

Par courrier en date du 3 mai 2011, la société CIDEME a sollicité une modification de la disposition de l'article précité selon laquelle « des déchets en provenance d'autres départements pourront être admis après approbation préalable du préfet ». L'exploitant justifie sa demande par le fait qu'il « traite des déchets en provenance des syndicats des départements limitrophes lors des arrêts techniques ou fortuits de leurs centres de traitement » et que « le délai d'admission pouvant être court lorsqu'il s'agit par exemple d'un arrêt fortuit », il n'est pas en mesure d'obtenir l'approbation préalable du préfet, sous peine de perdre le tonnage correspondant.

L'exploitant souhaite donc disposer d'une autorisation pour accepter chaque année un tonnage de l'ordre de 5 000 tonnes d'ordures ménagères sans être soumis à la procédure d'accord préalable, les apports étant compatibles avec le PDEDMA du LOIRET et compris dans le tonnage global de 78 000 tonnes autorisé par l'arrêté préfectoral du 6 février 2004.

L'inspection propose d'accéder à la demande de l'exploitant et de modifier les dispositions relatives à l'acceptation des déchets sur le site (cf. article 1.2.3 du projet d'arrêté joint en annexe du présent rapport).

## 2) Mise en balle des déchets :

La circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement des déchets précise que « les installations de mise en balle de déchets non dangereux (filimage) doivent être classées sous la rubrique 2716, ces opérations étant considérées comme des opérations de conditionnement des déchets avant leur traitement ».

En application de cette circulaire, la société CIDEME a transmis à Monsieur le préfet du LOIRET par courrier en date du 6 novembre 2011 un dossier de déclaration au titre de la rubrique 2716 relatif à la mise en balle des ordures ménagères pendant les périodes d'arrêts techniques ou d'arrêts fortuits de l'installation, ce qui permettrait d'éviter de diriger les ordures ménagères vers un autre centre de traitement.

L'exploitant projette ainsi la mise en place d'une presse à balles dans le hall de déchargement et le stockage des balles enrubannées sous film plastique sur la dalle étanche utilisée pour le stockage des mâchefers.

En terme d'impact sur l'environnement, l'exploitant indique les éléments suivants :

- les eaux de lavage de la presse seront dirigées vers la fosse à déchets et les eaux pluviales de ruissellement sur les balles stockées sur l'aire étanche précitée seront récupérées dans le bassin existant avant d'être réutilisées dans le process, limitant ainsi les risques de pollution des eaux résiduaires ;
- les odeurs issues de la fermentation des ordures ménagères mises en balle resteront faibles du fait de l'utilisation d'un film plastique pour l'enrubannage des balles ;
- le lieu d'implantation choisi pour la presse étant le hall de déchargement, les nuisances acoustiques liées à cet équipement seront limitées au regard de sa puissance et des opérations de déchargement des camions.

Concernant le risque d'incendie, l'exploitant indique que le hall de déchargement et l'aire de stockage des mâchefers sont équipés de Robinets d'Incendie Armés et que les flux thermiques générés en cas d'incendie seront confinés à l'intérieur des limites de propriété.

En conséquence, au regard des impacts et des risques générés par cette nouvelle activité, l'inspection propose d'autoriser la mise en place d'une activité de mise en balle des déchets, soumise à la rubrique n° 2716 de la nomenclature des installations classées.

### 3) Valorisation des REFIOM :

L'article 8 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2004 stipule que « les résidus d'épuration des fumées d'incinération d'ordures ménagères (REFIOM) doivent être stockés dans des conditions définies par l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux ».

Par courrier en date du 22 novembre 2011, l'exploitant a sollicité une modification de cette prescription afin de pouvoir procéder à l'envoi des REFIOM vers des mines de sel situées en Allemagne. Les REFIOM sont valorisés comme composants de fabrication d'un mortier qui sert de matériau de comblement des galeries de mines qui présentent un risque d'effondrement.

Ce transfert transfrontalier peut être autorisé sous réserve du respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose de modifier l'article précité.

## **IV – Modification des prescriptions générales applicables à l'unité d'incinération**

L'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 fixe les prescriptions de fonctionnement applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des DASRI.

Ces prescriptions se caractérisent notamment par :

- les conditions générales d'exploitation (conditions de combustion, brûleurs d'appoint, alimentation en déchets,...) ;
- des valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques en moyenne journalière et en moyenne 30 minutes sur de nombreux paramètres : poussières totales, chlorure d'hydrogène, dioxyde de soufre, oxydes d'azote, métaux, dioxines et furannes,...
- les conditions d'autosurveillance des rejets atmosphériques (mesures en continu, mesures semestrielles par un organisme accrédité,...).

L'arrêté ministériel du 3 août 2010 a modifié l'arrêté du 20 septembre 2002 précité et introduit notamment :

- la notion de flux limite en moyenne journalière pour les rejets atmosphériques ;
- la mesure en semi-continu des dioxines et furannes ;
- la mesure en continu de l'ammoniac compte tenu du fait que les oxydes d'azote présents dans les fumées sont traités par injection de réactifs azotés tels que l'urée ;
- la mesure de la performance énergétique de l'installation.

La circulaire du 28 février 2011, qui vise à préciser les modalités d'application de l'arrêté ministériel du 3 août 2010, indique en ce qui concerne les flux limites pour les polluants atmosphériques que ceux-ci « seront établis sur la base d'un calcul prenant en compte les concentrations mesurées à l'émission, majorées des intervalles de confiance mentionnés à l'article 5, et le débit maximal mesuré lors des essais de qualification des installations. »

Afin de calculer les flux limites pour les polluants atmosphériques, les résultats mensuels d'autosurveillance ainsi que les mesures ponctuelles réalisées par des organismes accrédités ont donc été examinés sur plusieurs années afin d'identifier les concentrations maximales mesurées à l'émission.

Il convient par conséquent d'adapter les prescriptions actuellement applicables à l'installation afin de tenir compte de ces modifications, conformément aux orientations définies par le Ministère en charge de l'Ecologie dans sa circulaire en date du 28 février 2011.

Ces prescriptions ont été reprises aux articles 8.2.1 et 8.4.3 du projet d'arrêté joint en annexe.

A noter que les dispositions relatives à la mesure en semi-continu des dioxines et des furannes et à la mesure en continu de l'ammoniac sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

#### **V – Conditions de valorisation des mâchefers :**

Les mâchefers sont des résidus non dangereux provenant de l'extraction des matières solides en sortie du four d'incinération. Certains sont valorisables, d'autres doivent être stockés en installation de stockage de déchets non dangereux.

La valorisation des mâchefers était régie par les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains. Cette circulaire définissait trois catégories de mâchefers, ces catégories étant déterminées sur la base des caractéristiques physiques et chimiques et du potentiel polluant :

- mâchefers à faible fraction lixiviable dits de catégorie V (valorisable);
- mâchefers intermédiaires, dits de catégorie M (maturable) ;
- mâchefers à forte fraction lixiviable, dits de catégorie S (stockage).

L'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 a modifié les dispositions de la circulaire précitée ; il fixe désormais les conditions techniques permettant de déterminer si les mâchefers peuvent ou non faire l'objet d'un recyclage en technique routière et énumère les paramètres à analyser pour le comportement à la lixiviation et pour la teneur intrinsèque en éléments polluants.

Le comparatif sur la définition d'un mâchefer recyclable entre les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 et celles de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 (pour un usage routier de type 1 – cf. article 3.2.9.1 du projet d'arrêté) est effectué dans le tableau ci-dessous (les valeurs s'expriment sur la fraction lixiviée) :

<b>Paramètre</b>	<b>Circulaire du 9 mai 1994</b>	<b>Arrêté ministériel du 18 novembre 2011</b>
	<b>Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)</b>	<b>Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)</b>
Arsenic	2	0,6
Baryum	-	56
Cadmium	1	0,05
Chrome total	-	2
Cuivre	-	50
Mercure	0,2	0,01
Molybdène	-	5,6
Nickel	-	0,5
Plomb	10	1,6
Antimoine	-	0,7
Sélénium	-	0,1
Zinc	-	50
Fluorure	-	60
Chlorure	-	10 000
Sulfate	10 000	10 000
Fraction soluble	-	20 000

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 impose la réalisation d'analyses sur les paramètres suivants (appelées teneur intrinsèque en éléments polluants) :

- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) ;
- PCB (polychlorobiphényles) – (7 congénères) ;
- Hydrocarbures (C10 à C40) ;
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques
- Dioxines et furannes.

Un mâchefer est considéré comme pouvant être recyclé au sein d'ouvrages routiers au regard de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 si, pour l'ensemble des paramètres précités, les

valeurs associées au lot mensuel, représentatives du comportement à la lixiviation ou la teneur intrinsèque en éléments polluants, ne dépassent pas les valeurs limites reprises aux articles 5.2.9.2 et 5.2.9.3 du projet d'arrêté joint en annexe du présent rapport.

En conséquence, il y a lieu de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 février 2004 relatives à l'élimination des mâchefers.

#### **VI – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées :**

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement :

- d'autoriser l'activité de mise en balle des déchets sollicitée par l'exploitant et soumise à déclaration au titre de la rubrique n° 2716 de la nomenclature ;
- de modifier les dispositions relatives à l'origine des déchets admis sur site et au traitement des mâchefers et des REFIOM ;
- de compléter les prescriptions de fonctionnement applicables à l'unité d'incinération afin de prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2010 ;
- de mettre à jour les prescriptions générales applicables à l'établissement ;
- d'abroger les arrêtés préfectoraux existants précédents pour une meilleure lisibilité des exigences auxquelles est soumis l'exploitant.

Un projet d'arrêté préfectoral est joint en ce sens en annexe du présent rapport et doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R 512-31 précité.

L'inspecteur des Installations Classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet du Loiret

Pour le directeur,

Signé